

NATIONS UNIES
CONSEIL
DE TUTELLE



Distr.
LIMITEE
T/COM.4/L.40
15 avril 1959
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMMUNICATION DES FERMIERS DE BOUBA CONCERNANT LE CAMEROUN SOUS
ADMINISTRATION BRITANNIQUE

(Distribuée conformément à l'article 24 du règlement intérieur du Conseil de
tutelle)

Fermiers de Bouba
c/o Tchipoussi John,
c/o P.O. Box 92 Kumba,
Cameroun méridional.
11/3/1959

- Opposition à l'entrée illégale
d'inspecteurs de la C.D.C.
dans nos fermes

Le Secrétaire d'Etat aux colonies
LONDRES

- PETITION -

Nous sommes environ 175 fermiers de Bouba, Division de Kumba, qui nous sommes réunis ce jour pour discuter la question de l'occupation de nos fermes par la Cameroons Development Corporation.

Nous nous sommes aperçu que les inspecteurs de la C.D.C. avaient détruit, dans nos fermes, de nombreuses récoltes, telles que du cacao, du café, des kolas, des bananes, des noix de coco, des palmiers, etc.

Notre échange de vues a fait apparaître que lesdites fermes étaient habitées depuis de nombreuses années et que ces fermes comprennent des bâtiments de types divers, y compris des bâtiments couverts, qui existaient dès avant l'occupation des fermes par la C.D.C..

Estimant que la C.D.C. a procédé de façon illégale, nous avons, à l'unanimité, adopté la motion suivante :

- Considérant que la C.D.C. allègue que les fermes font partie des biens sous séquestre,

- Considérant que les fermes ne font partie ni des terres de la C.D.C., ni des plantations allemandes, mais que nous en sommes les véritables propriétaires,

- Considérant que chacun de nous a un contrat de vente qui a été signé par le vendeur et par l'acheteur,

- Considérant que nous exploitons les fermes depuis vingt à vingt-cinq ans,

- Considérant que lorsque nous les avons acquises, les terres étaient couvertes de forêts et que toutes les plantations ont été faites par nos soins, pendant que les fermiers allemands exploitaient les terres qui leur avaient été attribuées,

- Considérant que c'est dans ces fermes que nous avons vécu et que nous nous sommes mariés, que nous y avons payé des impôts et que nos enfants y sont nés (Tchipoussi John a vingt enfants et Menjatu Richard a vingt-cinq enfants qui sont tous nés à Bouba).

EN CONSEQUENCE,

- a) Nous estimons que l'occupation de nos fermes par la C.D.C. est illégale et contraire à la loi,
- b) Nous protestons contre l'intrusion des inspecteurs dans nos fermes, sans notre consentement préalable,
- c) Nous pensons que l'occupation ne tend qu'à répandre l'inquiétude, la mort et la famine chez ceux qui vivent de ces fermes.

ET NOUS DEMANDONS INSTAMMENT

- 1) Le départ immédiat des inspecteurs qui, le 26 février 1959, ont pénétré dans nos fermes sans autorisation,
- 2) La réparation des dommages causés par les inspecteurs.

Nous espérons que cette pétition sera examinée avec attention et nous vous prions, etc.

..... (illisible)

Tchipoussi John

..... (illisible)

Menjatu Richard

..... (illisible)

Kamgain Germain

..... (illisible)

Mpameni Michael

/...

DESTINATAIRES

1. Le Secrétaire d'Etat aux colonies, Londres
2. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies
3. Rightsman N.Y.
4. Afroasiatique UNO
5. Fenner Brockwy, Chambre des Communes, Londres
6. Le Secrétaire général de la Conférence des peuples africains à Accra
7. Le Gouverneur général à Lagos
8. Victor Mukete, Lagos Federal
9. Le Commissaire à Buea
10. D.O. Kumba
11. Le Ministre d'Etat à Buea
12. Le Directeur de la C.D.C. à Bota
